



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de  
conseillers en  
exercice : 33

**Séance du lundi 8 juin 2020**

Extrait de la délibération affiché le **12 juin 2020**.

L'an deux mille vingt, **le huit juin à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

### **Etaient présents**

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Christel **BOUBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Virginie **VANDAELE**, Sylvain **CORNETTE**, Agnès **SIBILLE**, Jean-Luc **HEBERT**, Isabelle **CREVEL**, Gilles **BELLIERE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Yannick **LE COQ**, Aliké **PERENDOUKOU**, Nicolas **SAJOUS**, Pascale **GALAIS**, Eric **LE FEVRE**, Edith **LE ROUX**, Nicolas **BERTIN**, Sandrine **VEERAYEN**, Patrick **DENISE**, Véronique **BLONDEL**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Catherine **OMONT**, Thierry **GOUMENT**, Aline **MARECHAL**, Jean-Pierre **LAURENT**, Corinne **CHOUQUET**, Agnès **MERLIN**, Arnaud **LECLERRE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Laurent **GILLE**.

### **Secrétaire de séance**

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du Lundi 8 juin 2020

2020.06/63

### RESSOURCES HUMAINES – RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL EN L'ABSENCE DE FONCTIONNAIRES SUSCEPTIBLES D'EXERCER LES FONCTIONS CORRESPONDANTES (POSTE DE CHARGÉ DE MISSION DE PREVENTION, LIEN SOCIAL ET CITOYENNETÉ) – ADOPTION - AUTORISATION

**M. Jérôme DUBOST, Maire** – Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Afin d'assurer l'animation, la coordination et l'évaluation de la veille éducative à l'échelle du territoire, il convient de créer un poste de chargé de mission de prévention, lien social et citoyenneté, lequel sera amené à assurer la mise en place, l'animation, la coordination et l'évaluation de la veille éducative et d'un programme opérationnel territorialisé couvrant les champs de la prévention, du lien social et de la citoyenneté. Ainsi, il est nécessaire de procéder au recrutement d'un agent contractuel afin d'occuper cet emploi permanent vacant dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Placé sous l'autorité directe du Responsable du service Environnement, Prévention et Cadre de Vie, les missions du Chargé de mission de Prévention, Lien social et Citoyenneté relevant du cadre d'emplois des animateurs territoriaux seront les suivantes :

▪ **Veille éducative :**

- Réaliser un projet de territoire et gérer sa mise en œuvre, son suivi et son évaluation,
- Effectuer une analyse du contexte et alimenter le projet de territoire,
- Organiser et animer les réseaux locaux d'acteurs de la prévention,
- Elaborer des dossiers techniques (Appels à projets CAF, GIP, FIPD...),
- Accompagner des acteurs dans leurs initiatives en matière de prévention,
- Développer des actions existantes et mettre en place des pistes d'amélioration,
- Mettre en place et animer des groupes de travail,
- Organiser et animer des évènements et des journées de sensibilisation pour des publics cibles,
- Travailler sur des actions transversales avec d'autres services (Police municipale, CCAS, service Education Jeunesse, Centres sociaux...) ou institutions (Département, Education Nationale, Police Nationale...)
- Expérimenter de dispositifs innovants de prévention.

▪ **Activités liées au CLSPD :**

- Assurer le relationnel usager/partenaires/équipe/coordonnateur CLSPD
- Participer aux instances de prévention ; CLSPD et cellule de veille
- Participer aux réunions de suivi du CLSPD (échanges avec LH...)

Au regard de ces missions, le profil recherché devra détenir un DUT Carrières sociales ou D.E.F.A. ou diplôme de Niveau III avec expérience professionnelle de plus de 3 ans dans le domaine l'animation sociale

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**VU** le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

**VU** le budget de l'exercice 2020,

**CONSIDERANT**

- Que pour permettre le bon fonctionnement du service, il est nécessaire de recruter un agent contractuel sur le poste d'animateur suite à sa création.
- Que la communication de la création de cet emploi a été effectuée auprès du centre de gestion compétent,
- Qu'il est possible, par dérogation, de recruter un agent contractuel pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire,

**VU** le rapport de Monsieur le Maire ;

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE :**

- **D'autoriser Monsieur le Maire à recruter un assistant socio éducatif contractuel à temps complet à compter du 01/07/2020 pour occuper le poste de chargé de mission de prévention, lien social et citoyenneté :**
  - ❖ qui sera établi, en application de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, pour une durée de 3 ans, pour faire face temporairement à la vacance de cet emploi permanent qui ne peut être immédiatement pourvu par un fonctionnaire,
  - ❖ et dont la rémunération sera fixée, par référence à l'indice brut 438 indice majoré 386 (3<sup>ème</sup> échelon du grade d'assistant socio éducatif de seconde classe).

Envoyé en préfecture le 12/06/2020

Reçu en préfecture le 12/06/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 076-217604479-20200608-M\_DE200608\_\_63-DE

**Imputation budgétaire**

Exercice 2020

Budget Principal

Sous-fonctions et rubriques : 6322

Nature 64131

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*